



Crest, le 4 décembre 2015

Direction Générale des Services  
Affaire suivie par Corinne MEUVRET  
☎ 04 75 76 61 18  
Nos réf. : DGS/CM/BC – 2015/478

Madame, Monsieur le Conseiller municipal,

Le Conseil Municipal est convoqué le :

**Vendredi 11 décembre 2015 à 20 h 30**

**Salle Max TABARDEL**

(3<sup>ème</sup> étage de la Mairie).

Je vous prie de bien vouloir assister à cette réunion.

Recevez, Madame, Monsieur le Conseiller municipal, l'expression de mes salutations distinguées.

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

### ORDRE DU JOUR

**- Voir liste ci-jointe -**

#### NOTE RELATIVE AUX PROCURATIONS

En cas d'impossibilité, je vous rappelle que vous avez la faculté de donner procuration à un autre membre du Conseil Municipal au moyen de la formule au dos. Pour assurer le respect des règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales\*, il y aura lieu, toutefois, de vous assurer que le Conseiller choisi n'est pas titulaire d'une autre procuration.

*\*Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 2121.20*

*Un Conseiller Municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même Conseiller Municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable.*

*Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.*

## POUVOIR

Je soussigné, \_\_\_\_\_ Conseiller municipal, donne pouvoir à M \_\_\_\_\_, de me représenter à la réunion du conseil municipal de CREST le 11 décembre 2015, de prendre part à toutes les délibérations, émettre tous votes, signer tous documents et généralement faire le nécessaire.

Le présent pouvoir conserve ses effets pour tout autre jour suivant auquel cette réunion serait reportée pour une cause quelconque.

Fait à CREST le \_\_\_\_\_.

Signature

ORDRE DU JOUR

- 1 - Vote des budgets primitifs 2016
- 2 - Attribution de subventions aux associations pour l'année 2016
  - relevant de la culture et du patrimoine*
  - relevant du domaine scolaire*
  - relevant du domaine économique*
  - relevant du domaine social*
  - relevant de la vie associative*
  - relevant du domaine sportif*
- 3 - Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association Escrime Vallée de la Drôme
- 4 - Décisions modificatives - Exercice 2015
  - décision modificative n°5 commune*
  - décision **modificative** n°2 service des eaux*
  - décision modificative n°2 service assainissement*
  - décision modificative n°2 Régie de la Tour*
- 5 - Dépenses à imputer au compte 6232 « fêtes et cérémonies »
- 6 - Constitution d'une provision pour dépréciation des actifs circulants - Budget de la commune
- 7 - Demande de subvention au titre de la D.E.T.R.
  - travaux de mise aux normes d'accessibilité des bâtiments communaux*
  - travaux de prévention contre les inondations-création de bassins de rétention quartier Saint-Antoine 2<sup>e</sup> tranche de travaux*
  - aménagement d'une aire d'atterrissage pour les canoës*
  - réutilisation de l'ancien gymnase Chareyre*
  - renovation des écoles*
  - renovation des locaux de Cres'Actif*
- 8 - Convention tripartite avec le syndicat des eaux Drôme-Gervanne et la SDEI pour la fourniture en eau potable de la Ville de Crest
- 9 - Servitude de passage pour la distribution publique de gaz, rue du Maréchal Leclerc
- 10 - Aménagement esthétique des réseaux de la rue Driss Chraïbi - Approbation du projet et participation communale :
  - réseaux téléphoniques*
  - réseaux électriques*
- 11 - Convention de maîtrise d'ouvrage confiée à Energie SDED pour la pose de fourreaux et câblette d'éclairage public de la rue Driss Chraïbi
- 12 - Délégations du Conseil municipal au Maire
- 13 - Avis sur les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche accordées par le Maire au titre de l'année 2016



**NOTE DE SYNTHESE**

**1 – VOTES DES BUDGETS PRIMITIFS 2016**

Le budget 2016 développe les priorités affichées lors du débat d'orientation budgétaire.

Au regard du contexte économique national et de la baisse des dotations de l'Etat, la ville apportera une grande vigilance aux dépenses de fonctionnement tout en maintenant un service public de qualité.

Le maintien des taux de la fiscalité locale pour la 20ème année consécutive illustre la volonté de la municipalité de contenir la pression fiscale.

La poursuite du désendettement reste une volonté et un objectif important. Le recours à l'emprunt sera modéré, il sera inscrit à un niveau inférieur au remboursement de l'annuité en capital.

Le travail engagé dans le cadre de l'aménagement des rythmes scolaires sera poursuivi afin de garantir aux familles des activités périscolaires de qualité

Une nouvelle **actualisation** de l'Agenda 21 sera prévue et des moyens budgétaires seront dégagés pour accompagner les projets portés par les jeunes Crestois.

Le programme d'investissement pour 2016 concerne 5 axes :

- les travaux d'aménagement et d'urbanisme, avec la poursuite de la rénovation des rues Henri Grand/Sadi Carnot, la poursuite de la rénovation de la rue Driss Chraïbi par l'enfouissement des réseaux secs, les travaux d'aménagement des berges de la Drôme, la révision du PLU, l'assistance architecturale pour la passerelle Pont Mistral
- L'éducation, avec la réfection des toitures dans les écoles A.Pierjean, Chandeneux et Royannez, le renouvellement du mobilier et du matériel informatique
- La poursuite du déploiement de la vidéo-protection, avec l'installation de nouvelles **caméras**
- Les bâtiments, avec des travaux d'accessibilité, le lancement d'une étude portant sur l'aménagement de l'ex-caserne des pompiers, l'aménagement du gymnase Chareyre et des travaux de sécurisation à la Tour
- La lutte contre les inondations, avec la poursuite des travaux de création de bassins de rétention à St Antoine et l'acquisition d'un terrain à Mazorel

**2 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNÉE 2016**

Pour soutenir la vie associative locale qui participe de la qualité de la vie et de l'animation économique, touristique, culturelle, sportive, la ville apporte un soutien actif auprès des associations tant par le versement des subventions annuelles que par la mise à disposition de bâtiments, de matériels et de personnels. Le Conseil municipal devra délibérer sur le montant des subventions allouées aux associations pour l'année 2016.

**3 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION  
ESCRIME VALLÉE DE LA DRÔME**

Afin de soutenir les initiatives qui concourent à l'animation économique, sociale, culturelle, sportive ou touristique de la commune, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association Escrime Vallée de la Drôme pour l'aider à financer le déplacement des quatre représentants du club et de leur maître d'armes lors du circuit national junior d'escrime qui s'est déroulé le 21 et 22 novembre 2015, à Dijon.

#### **4 - DECISIONS MODIFICATIVES – EXERCICE 2015**

##### -Budget de la commune décision modificative n°5-Exercice 2015 :

Il convient de procéder à des ajustements comptables.

Concernant la section de fonctionnement par :

-l'inscription d'un complément de crédit pour l'entretien des bâtiments, l'entretien du matériel au chapitre 011

-une régularisation de crédit, suite à une double inscription budgétaire, pour l'encaissement et le reversement de la TEOM à la 3CPS aux articles 62876, dépenses et 7331 recettes.

-l'inscription des crédits nécessaires, d'une part au montant prélevé pour abonder le FPIC (Fonds de péréquation ressources intercommunales et communales) et d'autre part le montant encaissé pour ce fonds, aux articles 73925, dépenses et 7325, recettes.

Concernant la section d'investissement, par l'inscription d'un crédit pour le remplacement d'un frigo à la salle Coloriage au chapitre 21 (dépenses)

##### -Budget de l'eau décision modificative n°2-Exercice 2015 :

Il convient de procéder à des ajustements comptables concernant la section d'exploitation, par l'inscription d'un crédit pour les frais relatifs aux analyses d'eau

##### -Budget de l'assainissement décision modificative n°2-Exercice 2015 :

Il convient de procéder à des ajustements comptables concernant

-la section d'exploitation par l'inscription d'un crédit pour les frais liés au contrôle, dans le cadre du SPANC, des installations existantes et à l'annulation d'un titre de recettes

-la section d'investissement par le réajustement des crédits pour les travaux d'aménagement de l'avenue Henri Grand

##### -Budget de la Régie de la Tour décision modificative n°2-Exercice 2015 :

Il convient de procéder à des ajustements comptables concernant la section d'exploitation par l'inscription d'un complément de crédit pour les charges de personnel et plus particulièrement le paiement de cotisations rétroactives

#### **5 - DEPENSES A IMPUTER AU COMPTE 6232 « FETES ET CEREMONIES »**

La commune prend sur demande de Madame le Trésorier Municipal, une délibération décidant des principales caractéristiques des dépenses à imputer au compte 6232 "fêtes et cérémonies".

#### **6 - CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS - BUDGET DE LA COMMUNE**

La SARL DUPRE, ancien locataire de la ville, laisse un montant de loyers impayés de 9 388,81 €. Cette société étant en liquidation judiciaire, le recouvrement de cette créance est compromis malgré les diligences faites par le comptable public

Ainsi, il est proposé de créer une provision pour dépréciation des actifs circulants afin de constituer une réserve budgétaire en cas de réalisation de ce risque.

## 7 - DEMANDES DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DETR

La Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux vise à subventionner les dépenses d'équipement des communes et EPCI à fiscalité propre, situés en milieu rural. Sont éligibles à cette dotation les opérations relevant de :

- l'adduction d'eau potable et assainissement,
- les travaux sur les bâtiments scolaires,
- la prévention contre les risques naturels des lieux habités,
- les travaux relevant de catastrophes naturelles,
- les ensembles sportifs,
- les bâtiments communaux et projets favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural,
- les projets de développement local.

Il est proposé de présenter cette année, au titre de cette dotation, les opérations d'investissement suivantes :

### **-Travaux de mise aux normes d'accessibilité des bâtiments communaux**

En 2016, les travaux de mise en accessibilité seront concentrés sur les écoles Brassens, Royannez, Chandeneux, la cantine scolaire et Crest Actif.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 30 000 € H.T. et peut être financé au titre de la mise aux normes d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité des écoles primaires et maternelles

### **-Travaux de prévention contre les inondations-création de bassins de rétention quartier Saint-Antoine : 2<sup>e</sup> tranche de travaux**

Le coût de référence travaux s'élève à 383 500 € H.T. Au regard du coût et du calendrier de réalisation, les travaux ont été scindés en deux tranches opérationnelles.

La deuxième tranche consistera à réaliser les aménagements périphériques (clôtures, voirie, éclairage public et espaces verts).

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 91 000 H.T. et peut être financé au titre de la prévention des risques naturels des lieux habités.

### **-Aménagement d'une aire d'atterrissage pour les canoës**

L'aménagement a pour but d'une part de permettre aux canoës d'atterrir en aval du pont Frédéric Mistral sur une aire sécurisée. D'autre part, les véhicules navettes devant récupérer les canoës et kayakistes pourront accéder depuis la place de la Liberté et manœuvrer au droit de la zone d'atterrissage. A cet effet, un sens de giration sera mis en œuvre et un espace réservé pour l'implantation de tables de pique nique.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 25 000 H.T. et peut être financé au titre des ensembles sportifs.

### **-Réutilisation de l'ancien gymnase Chareyre :**

La ville va mettre à disposition des Restaurants du Cœur une partie du gymnase Chareyre pour le début de la saison hivernale 2016.

La ville prévoit les travaux nécessaires à l'élévation d'un mur de séparation dans le gymnase sur toute la hauteur, la séparation des fluides (eau, électricité, téléphone) la sécurisation des ouvertures



et parois translucides ainsi que le reprofilage de la zone de parking et d'accès des livraisons. Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 50 000 € H.T. et peut être financé au titre des bâtiments communaux et projets favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural,

#### **-Rénovation des écoles :**

Les travaux projetés dans les écoles Charles Royannez, Claire de Chandeneux et maternelle Anne Pierjean permettront de garantir une parfaite étanchéité des bâtiments.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 60 000 € H.T. et peut être financé au titre de la mise aux normes d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité des écoles élémentaires et maternelles.

#### **-Rénovation des locaux de Crest'Actif :**

L'accueil du public dans le hall de Crest'Actif pourrait être amélioré avec une action au niveau de l'acoustique, en installant un faux plafond et des plafonniers lumineux encastrés afin de renforcer la qualité de l'éclairage et de garantir la conformité de celui-ci par rapport à la norme accessibilité.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 30 000 € H.T. et peut être financé au titre de la construction et aménagement des bâtiments communaux.

### **8 - CONVENTION TRIPARTITE AVEC LE SYNDICAT DES EAUX DRÔME-GERVANNE, ET LA SDEI POUR LA FOURNITURE EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE CREST**

La commune de Crest est membre du syndicat mixte des eaux Drôme Gervanne dont l'objet est d'assurer la production d'eau pour le renforcement des réseaux d'alimentation en eau potable des collectivités membres.

Afin de développer et diversifier sa ressource en eau potable, la commune s'approvisionne également à partir de la ressource du syndicat Drôme Gervanne.

Pour assurer la continuité de cet approvisionnement il convient de renouveler la convention tripartite qui fixe les conditions techniques, juridiques et financières de cette fourniture d'eau potable par le Syndicat Drôme Gervanne à la Lyonnaise des Eaux SAS – SDEI Rhône Provence pour le compte des usagers de Crest.

### **9 - SERVITUDE DE PASSAGE POUR LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ, RUE DU MARECHAL LECLERC**

Un habitant de la rue Maréchal Leclerc souhaite se raccorder au réseau public de gaz, pour cela une extension de la conduite existante doit être opérée sur une parcelle appartenant à la commune.

Par conséquent, la commune doit consentir une servitude de passage pour cette canalisation de gaz.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le maire à signer une convention de servitudes applicables aux ouvrages de distribution publique de gaz.

### **10 – AMENAGEMENT ESTHETIQUE DES RESEAUX TELEPHONIQUES ET ELECTRIQUES DE LA RUE DRISS CHRAÏBI APPROBATION DU PROJET ET PARTICIPATION COMMUNALE**

Pour accompagner les travaux de réfection de la voirie rue Driss Chraïbi, il convient de procéder à l'aménagement esthétique des réseaux électriques et téléphoniques de la voie. Energie SDED sera le maître d'ouvrage de ces travaux. La participation communale sera de 29 861,03 € H.T. pour la partie génie civil et câblage des réseaux téléphoniques, et de 111 807,75 € H.T. pour les réseaux électriques.



## **11 – CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE CONFIEE A ENERGIE SDED POUR LA POSE DE FOURREAUX ET CABLETTE D'ECLAIRAGE PUBLIC DE LA RUE DRISS CHRAÏBI**

Dans le cadre de l'aménagement de la rue Driss Chraïbi, une partie du réseau d'éclairage public pourrait être réalisé en 2016 au moment de l'opération d'effacement des réseaux électrique et téléphonique. Il s'agit plus précisément de travaux sous terrain de pose des fourreaux et du câble de mise à la terre.

Dans la perspective de simplifier la gestion administrative et technique, la coordination et la conduite de travaux, la Ville de CREST confiera temporairement sa maîtrise d'ouvrage à Énergie SDED, qui ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de cette mission.

## **12 – DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE**

Le Maire peut, par délégation du Conseil municipal, être chargé en tout ou partie pour la durée de son mandat, d'attributions du Conseil municipal, lesquelles sont définies à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, par délibération du 28 septembre 2015, le Conseil municipal a autorisé l'ensemble des délégations de l'article susvisé, pour tenir compte de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ajoutant deux alinéas à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé au Conseil municipal de préciser les conditions dans lesquelles s'exerceront ces délégations.

## **13 – AVIS SUR LES DEROGATIONS EXCEPTIONNELLES A L'INTERDICTION DU TRAVAIL LE DIMANCHE ACCORDEES PAR LE MAIRE AU TITRE DE L'ANNEE 2016**

L'article L.3132-26 du Code du travail, tel que modifié par la loi « Macron », confère au maire le pouvoir d'autoriser l'ouverture de commerces de détail, après avis du conseil municipal.

Il est proposé pour avis au Conseil municipal une liste fixant 5 dimanches pour l'année 2016.

\*\_\*\_\*\_\*



<p style="text-align: center;"><b>ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS RELEVANT DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE POUR L'ANNEE 2016</b></p>
--

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1611.4,

Considérant la nécessité de valoriser l'effort des associations envers la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le document récapitulatif des subventions accordées pour l'année 2016 aux associations relevant de la culture et du patrimoine

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ce dossier, et notamment les conventions à intervenir avec les associations percevant une subvention annuelle supérieure à 23 000 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget communal.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



CULTURE ET PATRIMOINE	Exercice 2015	Exercice 2016
A P O S S	1 000	1 000
A P O S S (FESTIVAL DE MUSIQUE SACREE)	1 800	1 800
AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE – AMOTEC	1 000	1 000
CHORALE DES 2 VALLEES	200	200
ECOLE DE MUSIQUE ET DE DANSE	38 700	38 700
FESTIVAL DE LA VALLEE DE LA DROME	25 000	25 000
FESTIVAL DE LA VALLEE DE LA DROME : CONCOURS	1 500	1 500
FUTURA	3 000	1 000
LA TOISON D'ART	950	950
LES ENVOLIERES	500	0
PATOISANTS DE LA VALLEE	200	200
SAOU CHANTE MOZART	4 000	4 000
UNION SYMPHONIQUE ET CULTURELLE (OPERA ET CHATEAUX)	3 000	3 000
UNION SYMPHONIQUE ET CULTURELLE (NUITS FOLKLORIQUES)	11 000	11 000
CINEMA EDEN	23 000	23 000
LES ALEXANDRAINS	0	150
UNIVERSITE POPULAIRE DU VAL DE DROME	200	200
ZAZIE 7	0	150
<b>TOTAL</b>	<b>115 050</b>	<b>112 850</b>





<p style="text-align: center;"><b>ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS RELEVANT DU DOMAINE SCOLAIRE POUR L'ANNEE 2016</b></p>
---

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1611.4,

Considérant la nécessité de valoriser l'effort des associations envers la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le document récapitulatif des subventions accordées pour l'année 2016 aux associations relevant du domaine scolaire.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ce dossier, et notamment les conventions à intervenir avec les associations percevant une subvention annuelle supérieure à 23 000 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget communal.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



SCOLAIRE	Exercice 2015	Exercice 2016
----------	------------------	------------------

ARMORIN : FOYER SOCIO EDUCATIF	500	500
ASSOCIATION SPORTIVE IMMACULEE	300	
COLLEGE REVESZ-LONG : FOYER SOCIO EDUCATIF	500	500
COMITE DEPART. PREVENTION ROUTIERE	160	160
F.C.P.E PRIMAIRE ET MATERNELLE	70	0
F.C.P.E SECONDAIRE	70	70
PEEP DE CREST	140	0
PEP SRA	50	50
SOU DES ECOLE LAÏQUES	900	900
<b>TOTAL</b>	<b>2 690</b>	<b>2 180</b>



<b>ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS RELEVANT DU DOMAINE ECONOMIQUE POUR L'ANNEE 2016</b>
--

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1611-4,

Considérant la nécessité de valoriser l'effort des associations envers la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015 ,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le document récapitulatif des subventions accordées pour l'année 2016 aux associations relevant du domaine économique.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ce dossier, et notamment les conventions à intervenir avec les associations percevant une subvention annuelle supérieure à 23 000 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget communal.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest





<b>ECONOMIE</b>	<b>Exercice 2015</b>	<b>Exercice 2016</b>
U.C.I.A.	6 000	6 000
<b>TOTAL</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>



<b>ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS RELEVANT DU DOMAINE SOCIAL POUR L'ANNEE 2016</b>
--

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1611-4,

Considérant la nécessité de valoriser l'effort des associations envers la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le document récapitulatif des subventions accordées pour l'année 2016 aux associations relevant du domaine social.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ce dossier, et notamment les conventions à intervenir avec les associations percevant une subvention annuelle supérieure à 23 000 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget communal.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<b>SOCIAL</b>	<b>Exercice 2015</b>	<b>Exercice 2016</b>
A l'ombre de la Tour	200	200
ACTES	250	250
Aide à Domicile en milieu Rural	300	300
AIRE	2 500	0
Amicale pour le don du Sang	250	250
APAJH (Association pour les Adultes et Jeunes Handicapés de la Drôme)	200	200
Conférence St Vincent de Paul	700	400
FNATH	150	150
Les Amis de Rochecourbe	200	200
REMAID	800	800
Secours Catholique	400	400
Secours populaire	300	300
Sœurs Clarisses Ste Claire	250	250
Zimboum 26	200	200
Vestiaires Inter œuvres	200	200
UNICEF	0	200
<b>TOTAL</b>	<b>6 900</b>	<b>4 300</b>





<b>ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS RELEVANT DE LA VIE ASSOCIATIVE POUR L'ANNEE 2016</b>
--

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1611-4,

Considérant la nécessité de valoriser l'effort des associations envers la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le document récapitulatif des subventions accordées pour l'année 2016 aux associations relevant de la vie associative.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ce dossier, et notamment les conventions à intervenir avec les associations percevant une subvention annuelle supérieure à 23 000 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget communal.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<b>VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>Exercice 2015</b>	<b>Exercice 2016</b>
A.C.C.A. de Crest	300	300
Accueillir à Crest	160	160
CLAP	610	610
Comité d'entente des Anciens combattants	610	610
Comité de Jumelage	920	920
Comité des fêtes	21 000	21 000
Confrérie de la Défarde	200	200
Eclaireuses et Eclaireurs Unionistes	160	160
Ecole des Jeunes Sapeurs - Pompiers	3 050	3 050
Femmes et enfants d'ailleurs	200	200
Groupement d'Entraide du Personnel Municipal	13 000	13 000
Radio Saint Ferréol	800	800
ASPA refuge ST Roch	200	200
<b>TOTAL</b>	<b>41 210</b>	<b>41 210</b>



<p style="text-align: center;"><b>ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS RELEVANT DU DOMAINE SPORTIF POUR L'ANNEE 2016</b></p>
--

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1611-4,

Considérant la nécessité de valoriser l'effort des associations envers la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le document récapitulatif des subventions accordées pour l'année 2016 aux associations relevant du domaine sportif.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ce dossier, et notamment les conventions à intervenir avec les associations percevant une subvention annuelle supérieure à 23 000 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget communal.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest





SPORT	Exercice 2015	Exercice 2016
Aikido Crest	400	400
Amicale pétanque Crestoise	300	300
Association Nanbudo Crest	400	400
Association Sportive Armorin	600	600
Association Sportive de l'ensemble Saint-Louis	600	600
Association Sportive du collège Revesz-Long	600	600
Club Alpin de Crest Val de Drôme	700	700
Crest Judo	1 800	1 800
Crest Twirling	500	500
Entente Crest Aouste de football	3 500	3 500
Entente Sportive Boules Val de Drôme	900	900
ESCVD Crest Livron Lorient	1 500	1 500
Tennis Club de Crest	1 500	1 500
Union Sportive Crestoise	1 600	1 600
USC Basket Crest Saillans	3 500	3 500
USC Cyclisme	1 700	400
USC Cyclotourisme	400	400
USC Gymnastique	1 800	1 800
USC Haltérophilie	2 500	2 500
USC Moto Club Crestois	500	0
USC Neiges et cimes	850	850
USC Rugby	3 500	3 500
USC Tour et Détours	500	500
Yamato Kan	400	400
USC Entente Tennis de Table	500	500
<b>TOTAL</b>	<b>31 050</b>	<b>29 250</b>



**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION  
« ESCRIME VALLEE DE LA DROME »**

Le rapporteur informe l'assemblée que l'association « Escrime Vallée de la Drôme a participé au circuit national junior d'escrime qui s'est déroulé le 21 et 22 novembre 2015, à Dijon.

Quatre tireurs accompagnés de leur maître d'armes ont représenté l'association, lors de ces deux jours de compétition. Cette participation a engendré des frais de déplacement, d'hôtellerie et de restauration pour le club.

L'association « Escrime Vallée de la Drôme » sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour l'aider à financer le déplacement des quatre représentants du club et de leur maître d'armes lors de ces deux jours de compétition.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif 2015,

Vu la demande de subvention de l'association « Escrime Vallée de la Drôme » afin de financer le déplacement de cinq personnes dans le cadre du circuit national junior d'escrime.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement sportif, culturel, touristique et éducatif de la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « Escrime Vallée de la Drôme » d'un montant de 300 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>BUDGET DE LA COMMUNE</b> <b>DECISION MODIFICATIVE n°5 - EXERCICE 2015</b></p>
---

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de la ville de Crest pour l'exercice 2015,

Vu la délibération du 20 mars 2015 approuvant la décision modificative n° 1 de la ville de Crest - exercice 2015

Vu la délibération du 26 juin 2015 approuvant le budget supplémentaire de la ville de Crest pour l'exercice 2015

Vu la délibération du 28 septembre 2015 approuvant la décision modificative n° 2 de la ville de Crest - exercice 2015

Vu la délibération du 12 novembre 2015 approuvant la décision modificative n° 3 de la ville de Crest - exercice 2015

Vu la délibération du 12 novembre 2015 approuvant la décision modificative n° 4 de la ville de Crest - exercice 2015

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables, notamment :

– Pour la section de fonctionnement :

- Au chapitre 011, un complément de crédit pour l'entretien des bâtiments, l'entretien du matériel
- Aux articles 62876, dépenses et 7331 recettes, une régularisation de crédit, suite à une double inscription budgétaire, pour l'encaissement et le reversement de la TEOM à la 3CPS
- Aux articles 73925, dépenses et 7325, recettes, les crédits nécessaires, d'une part au montant prélevé pour abonder le FPIC (Fonds de péréquation ressources intercommunales et communales) et d'autre part le montant encaissé pour ce fonds

– Pour la section d'investissement

- Au chapitre 21 (dépenses) un crédit pour le remplacement d'un frigo à la salle Coloriage

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission "budget" du 4 décembre 2015

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 5 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de la commune.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



Ville de CREST -- BUDGET COMMUNE

# Décision Modificative n° 5 – 2015

Document budgétaire n° 7 de l'exercice 2015

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>-679 911</b>
60624	Produits de traitement	1 700
60628	Autres fournitures non stockées	3 000
606314	Fournitures entretien : petit matériel	7 000
611	Contrats de prestations de services	4 000
61522	Entretien et réparations : bâtiments	40 387
61558	Entretien et réparations : petit matériel	6 000
6188	Autres frais divers	8 000
6231	Annonces et insertions	1 300
62876	Remboursement au GFP de rattachement	-701 411
62876	Remboursement au GFP de rattachement	-49 887
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>34 300</b>
73925	Fonds de péréquation ressources intercommunales et communales – FPIC	34 300
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>-645 611</b>

RECETTES		Propositions complémentaires
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>-642 811</b>
7325	Fonds de péréquation ressources intercommunales et communales – FPIC	58 600
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères	-701 411
<b>74</b>	<b>Dotations, subventions et participations</b>	<b>-17 300</b>
7472	Région	-6 000
74833	Etat – compensation au titre de la CET (CVAE et CFE)	-11 300
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>14 500</b>
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	4 900
7788	Produits exceptionnels divers	9 600
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>-645 611</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 600</b>
2188	Autres immobilisations corporelles	2 600
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>2 600</b>

RECETTES		Propositions complémentaires
<b>021</b>	<b>Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>2 600</b>
10226	Taxe d'aménagement	2 600
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>2 600</b>





<p style="text-align: center;"><b>BUDGET DE L'EAU</b> <b>DECISION MODIFICATIVE n° 2 - EXERCICE 2015</b></p>
---

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de l'eau pour l'exercice 2015,

Vu la délibération du 26 juin 2015 approuvant le budget supplémentaire de l'eau, exercice 2015,

Vu la délibération du 28 septembre 2015 approuvant la décision modificative n° 1 de l'eau, exercice 2015

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de l'eau,

- Pour la section d'exploitation, un crédit pour les frais relatifs aux analyses d'eau

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 2 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de l'eau.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



# Décision Modificative n°2 – 2015

Document budgétaire n° 4 de l'exercice 2015

## SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES		Propositions complémentaires
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>3 500</b>
628	Divers	3 500
<b>TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION</b>		<b>3 500</b>

RECETTES		Propositions complémentaires
<b>70</b>	<b>Ventes produits fabriqués, prestations de services</b>	<b>3 500</b>
7068	Autres prestations de services	3 500
<b>TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION</b>		<b>3 500</b>



<p style="text-align: center;"><b>BUDGET DE L' ASSAINISSEMENT</b> <b>DECISION MODIFICATIVE n° 2 - EXERCICE 2015</b></p>
---

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de l'assainissement pour l'exercice 2015,

Vu la délibération du 26 juin 2015 approuvant le budget supplémentaire de l'assainissement, exercice 2015,

Vu la délibération du 28 septembre 2015 approuvant la décision modificative n° 1 de l'assainissement, exercice 2015

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de l'assainissement,

- Pour la section d'exploitation : un crédit pour les frais liés au contrôle, dans le cadre du SPANC, des installations existantes et à l'annulation d'un titre de recettes
- Pour la section d'investissement : le réajustement des crédits pour les travaux d'aménagement de l'avenue Henri Grand

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 2 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de l'assainissement.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



Ville de CREST -- BUDGET ASSAINISSEMENT

## Décision Modificative n°2 – 2015

Document budgétaire n° 4 de l'exercice 2015

### SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES		Propositions complémentaires
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>2 800</b>
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 800
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>-4 000</b>
621	Personnel extérieur au service	-4 000
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>1 200</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 200
<b>TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION</b>		<b>0</b>

### SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
<b>20</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>-7 400</b>
2031	Etudes	-7 400
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>7 400</b>
2315	Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 400
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0</b>





<p style="text-align: center;"><b>BUDGET DE LA REGIE DE LA TOUR</b> <b>DECISION MODIFICATIVE n°2 - EXERCICE 2015</b></p>
--

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de la Régie de la Tour pour l'exercice 2015,

Vu la délibération du 26 juin 2015 approuvant le budget supplémentaire de la Régie de la Tour, exercice 2015,

Vu la délibération du 28 septembre 2015 approuvant la décision modificative n° 1 de la Régie de la Tour, exercice 2015

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de la Régie de la Tour,

- Pour la section d'exploitation : un complément de crédit pour les charges de personnel et plus particulièrement le paiement de cotisations rétroactives

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 2 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de la Régie de la Tour.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



## Décision Modificative n°2 – 2015

Document budgétaire n° 4 de l'exercice 2015

### SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES		Propositions complémentaires
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>-1 000</b>
6231	Annonces et insertions	-1 000
<b>012</b>	<b>Charges de personnel</b>	<b>1 000</b>
6453	Cotisations aux caisses de retraite	1 000
<b>TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION</b>		<b>0</b>



<b>DEPENSES A IMPUTER AU COMPTE 6232 "FETES ET CEREMONIES"</b>
--

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune doit, sur demande de Madame le Trésorier Municipal, prendre une délibération décidant des principales caractéristiques des dépenses à imputer au compte 6232 "fêtes et cérémonies", conformément aux instructions réglementaires et aux dispositions comptables propres à cet article budgétaire.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article D1617-19,

Vu le décret n° 2007-450 du 25 mars 2007 fixant la liste des pièces justificatives exigées par le comptable à l'appui des mandats de paiement émis pour le règlement des dépenses publiques,

Vu la commission "budget" du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'affecter les dépenses détaillées ci-dessous au compte 6232 "fêtes et cérémonies" :

- le règlement des factures de sociétés et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations ou contrats (frais d'hébergement, restauration, transport...)
- l'acquisition de billets pour divers concerts, spectacles ou festivals
- les feux d'artifices
- les fleurs, bouquets, médailles et autres présents offerts à des administrés, aux élus ou agents de la collectivité à l'occasion d'événements familiaux ou professionnels
- les dépenses concernant les manifestations et commémorations locales, nationales ou patriotiques (vin d'honneur, fleurs, médailles.....)
- les dépenses pour les cérémonies organisées par la commune (cérémonie des vœux, les festivités du 14 Juillet, la Fête de la Musique, les Journées du Patrimoine, la Journée de la Femme, la Fête des Mères, la Fête des Voisins, Halloween, Coupe des trois collèges, fleurissement, la Soirée des Sportifs, le Forum des Associations...)

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



**CONSTITUTION D'UNE PROVISION  
POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS - BUDGET DE LA COMMUNE**

Le rapporteur expose à l'assemblée que la constitution d'une provision est l'une des applications comptables du principe de prudence. La prévision d'un risque qui, s'il se réalise entraînera une charge, oblige à constituer une réserve financière. Celle-ci sera ainsi supportée par le résultat de l'exercice comptable au cours duquel le risque est apparu. La réserve sera reprise lors de la réalisation du risque pour y faire face. Si ce risque s'avère inexistant, la reprise générera un gain exceptionnel pour l'exercice au cours duquel le risque aura disparu. Le régime de droit commun est celui des provisions semi-budgétaires, qui n'impacteront que la section de fonctionnement.

La SARL DUPRE, ancien locataire de la ville, laisse un montant de loyers impayés de 9 388,81 €. Cette société étant en liquidation judiciaire, le recouvrement de cette créance est compromis malgré les diligences faites par le comptable public

Ainsi, il est proposé de créer une provision pour dépréciation des actifs circulants afin de constituer une réserve budgétaire en cas de réalisation de ce risque.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article R 2321-3,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes,

Vu la commission "budget" du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de constituer une provision pour dépréciation des actifs circulants, semi-budgétaire, de 9 388,81 € pour le règlement de la créance de la SARL DUPRE.

PRECISE que le montant de cette provision sera inscrit dans les dépenses réelles du budget primitif 2016, article 6817.

PRECISE que, dès que la créance sera définitivement irrécouvrable, la provision sera reprise.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest





<p style="text-align: center;"><b>TRAVAUX DE MISE AUX NORMES D'ACCESSIBILITE DES BATIMENTS COMMUNAUX DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA D.E.T.R.</b></p>
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que la loi dite « loi handicap » fixait la mise en accessibilité de tous les établissements et installations recevant du public pour le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Fin 2012, seulement 30 % de ces établissements étaient accessibles. Face à ce constat, **partagé** par tous les acteurs, un nouveau cadre a été défini pour relancer la dynamique de mise en accessibilité de la société avec notamment une mesure majeure : la création des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

A cet effet, l'ordonnance du 26 septembre 2014 fixait la date limite de dépôt de l'AD'AP au 27 septembre 2015. Mais un arrêté du 27 avril 2015 a donné la possibilité de **demande** une prorogation en raison des difficultés techniques et financières. Aussi, le 25 juin 2015, la ville de Crest a déposé un dossier sollicitant le délai maximum de 36 mois.

Un arrêté préfectoral du 25 août 2015 a accordé à la ville une prorogation de délai de dépôt d'AD'AP d'une durée de 18 mois.

Ce délai de prorogation donne le temps aux services et au bureau d'étude QCS Services de finaliser le projet d'AD'AP communal concernant 21 établissements recevant du public (ERP) **communaux** qui devrait être déposé avant juin 2016.

Le projet d'AD'AP communal porte sur 3 périodes de 3 ans avec pour objectif la mise en accessibilité des ERP les plus fréquentés dès la fin de la première période : les écoles, les salles Moulinages, Coloriage, Cassin, l'école de musique, la mairie et l'église.

En 2016, les travaux de mise en accessibilité seront concentrés sur les écoles Brassens, Royannez, Chandeneux, la cantine scolaire et Crest Actif.

Le coût prévisionnel pour cette première année s'élève à 30 000 € H.T.

Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34,

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Considérant la nécessité de rendre accessible les établissements recevant du public communaux ,

Vu l'avis de la commission "Budget" du 4 décembre 2015,



Après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de travaux ci-dessus énoncée d'un montant de 30 000,00 € HT,

SOLLICITE l'aide de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2016,

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2313 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



**TRAVAUX DE PREVENTION CONTRE LES INONDATIONS -  
CREATION DE BASSINS DE RETENTION QUARTIER SAINT-ANTOINE  
2<sup>ème</sup> TRANCHE DE TRAVAUX  
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA D.E.T.R.**

Le rapporteur rappelle que le coût de référence travaux s'élève à 383 500,00 € H.T. Au regard du coût et du calendrier de réalisation, les travaux ont été scindés en deux tranches opérationnelles.

S'agissant de la première tranche de travaux concernant le terrassement des bassins de rétention, le conseil municipal du 20 mars 2015 avait sollicité un financement au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) pour l'année 2015.

La deuxième tranche consistera à réaliser les aménagements périphériques (clôtures, voirie, éclairage public et espaces verts) pour un montant de 91 000,00 € H.T.

Cette dépense relève de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34,

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Vu la délibération du 20 mars 2015 sollicitant un financement au titre de la DETR pour la première tranche de la création de deux bassins de rétention quartier Saint Antoine,

Considérant l'intérêt de cette opération dans la prévention contre les risques naturels des lieux habités,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la réalisation de la deuxième tranche qui consistera à l'installation de la clôture, les aménagements des espaces verts, la voirie et l'éclairage public ainsi que l'extension du réseau d'assainissement d'eau usée. Le montant hors taxe de cette tranche de travaux est de 91 000,00€ HT.

SOLLICITE l'aide de l'Etat au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2016, pour cette deuxième tranche opérationnelle.

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2315 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p align="center"><b>AMENAGEMENT D'UNE AIRE D'ATERRISSAGE POUR LES CANOËS DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA D.E.T.R.</b></p>
---

Le rapporteur rappelle que depuis plusieurs années les canoës ne pouvaient plus franchir le seuil du pont Frédéric Mistral et atterrir quelques mètres en aval du pont sur la rive gauche.

Cet automne, à l'occasion des travaux de consolidation des fondations des piles du pont menés par le département, la continuité de la navigabilité a été rétablie par la réorganisation de quelques rochers.

Dans le cadre de l' Agenda 21 et l'action « développer une offre touristique et de loisirs à destination des familles » la ville veut faciliter l'atterrissage des kayakistes après le pont Frédéric Mistral.

Par ailleurs, ce projet au rayonnement intercommunal contribue aux activités sportives d'eau vive de la vallée de la Drôme. Il présente aussi un intérêt pour l'initiation et le développement du sport scolaire.

L'aménagement proposé permettra, d'une part, aux canoës d'atterrir en aval du pont Frédéric Mistral sur une aire sécurisée. D'autre part, les véhicules navettes devant récupérer les canoës et kayakistes pourront accéder depuis la place de la Liberté et manœuvrer au droit de la zone d'atterrissage . A cet effet, un sens de giration sera mis en œuvre et un espace sera réservé pour l'implantation de tables de pique nique.

Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34,

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Considérant les intérêts sportif et touristique pour la vallée de la Drôme,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE l'aménagement d'une aire d'atterrissage sur la rive gauche de la Drôme pour un montant prévisionnel de 25 000,00 € HT.

SOLLICITE l'aide de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2016, .

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2315 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest





<p align="center"><b>REUTILISATION DE L'ANCIEN GYMNASE CHAREYRE DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA D.E.T.R.</b></p>
---

Le rapporteur informe l'assemblée qu'il convient de procéder à la réutilisation de l'ancien gymnase Chareyre pour accueillir les Restaurants du Cœur.

Au terme de la saison 2015-2016, la ville mettra à disposition une partie de l'ancien gymnase Chareyre.

En tant que propriétaire la ville fournira un local vide clos, couvert et sécurisé. L'association aménagera le local à sa guise.

Pour cela la ville prévoit les travaux nécessaires à l'élévation d'un mur de séparation dans le gymnase sur toute la hauteur, la séparation des fluides (eau, électricité, téléphone) la sécurisation des ouvertures et parois translucides ainsi que le reprofilage de la zone de parking et d'accès des livraisons.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 50 000 € H.T. Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, (DETR) pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34,

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Considérant que cette opération participe au maintien d'un service public,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de travaux ci-dessus énoncée pour un montant de 50 000,00 € HT,

SOLLICITE l'aide de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2016,

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2313 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>RENOVATION DES ECOLES</b> <b>DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA D.E.T.R.</b></p>
--

Le rapporteur rappelle qu'au regard du nombre important d'établissements scolaires sur le territoire communal (six écoles primaires dont une privée), l'équipe municipale a acté la mise en place d'un plan pluriannuel d'investissements tendant à la planification des chantiers d'amélioration de la sécurité et des conditions d'accueil des enfants.

L'équipe municipale, après avoir effectué le renforcement de l'étanchéité et de l'isolation des huisserie, projette d'opérer le même type d'action sur les toitures des écoles.

Ces travaux sont en cohérence avec les actions de l'Agenda 21 local en ce qui concerne l'entretien du patrimoine communal et l'amélioration des conditions d'accueil des enfants.

En effet, bien que ce bâtiment soit en bon état, la vétusté des toitures de certains établissements scolaires conduit à des infiltrations récurrentes malgré les travaux d'entretien effectués régulièrement.

Les travaux projetés dans les écoles Charles Royannez, Claire de Chandeneux et maternelle Anne Pierjean sont consécutives à des signalements récurrents des Directeurs d'écoles et permettront de garantir une parfaite étanchéité des bâtiments.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 60 000 € H.T. Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Considérant que cette opération contribue à la mise aux normes d'hygiène et de sécurité des écoles élémentaires et maternelles,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de travaux ci-dessus énoncée,

SOLLICITE l'aide de l'Etat au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2015,

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2313 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p align="center"><b>RENOVATION DES LOCAUX DE CREST'ACTIF</b> <b>DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA D.E.T.R.</b></p>
--

Le rapporteur rappelle que la salle de danse a fait l'objet d'un renforcement de l'isolation thermique ainsi qu'une mise en conformité de son éclairage. La qualité d'accueil du public dans le hall pourrait être améliorée avec une action au niveau de l'acoustique.

L'opération consiste à mettre en place un faux plafond acoustique dans le hall de Crest'Actif situé quai Bérengier de la Blache en prenant soin de positionner des plafonniers lumineux encastrés afin de renforcer la qualité de l'éclairage et de garantir la conformité de celui-ci par rapport à la norme accessibilité.

Ces travaux sont en cohérence avec les actions de l'Agenda 21 local en ce qui concerne l'entretien du patrimoine communal et l'amélioration des conditions d'accueil du public.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 30 000 € H.T. Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), pour l'exercice 2016, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales articles L 2334-32 à L 2334-39 et R 2334-19 à R 2334-34

Vu la circulaire préfectorale du 13 novembre 2015 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2016,

Considérant que cette opération contribue à la mise aux normes d'hygiène et de sécurité des bâtiments communaux,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 4 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de travaux ci-dessus énoncée pour un montant de 30 000,00 € HT

SOLLICITE l'aide de l'Etat au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux, exercice 2015,

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2313 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



**CONVENTION TRIPARTITE AVEC LE SYNDICAT DES EAUX DROME-GERVANNE,  
ET LA SDEI POUR LA FOURNITURE EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE CREST'**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le syndicat des eaux Drôme-Gervanne a été créé par arrêté préfectoral du 11 juin 1990 afin d'assurer la production d'eau pour le renforcement des réseaux d'alimentation en eau potable des collectivités membres, à savoir les communes d'AOUSTE SUR SYE, CREST, SUZE SUR CREST, et le syndicat intercommunal des eaux de MIRABEL et BLACONS/PIEGROS LA CLASTRE. Ce syndicat produit de l'eau à partir d'une ressource karstique dont la résurgence est située à Beaufort sur Gervanne.

La Ville de Crest adhère au syndicat depuis sa création et bénéficie par ce biais d'une ressource en eau complémentaire par rapport à la ressource principale située au Pues à Allex.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2015, un nouveau contrat de délégation de service public d'eau potable a été conclu avec la Lyonnaise des Eaux SAS – SDEI Rhône Provence pour une durée de 12 ans concernant la production et la distribution d'eau potable.

En 2010, dans le prolongement de l'avenant n°6 du précédent contrat de délégation de service public, l'approvisionnement à partir de la ressource du syndicat Drôme Gervanne avait été formalisée au moyen d'une convention tripartite. Cette convention est devenue caduque au terme de l'ancien contrat le 30 juin 2015.

Pour assurer la continuité de cet approvisionnement à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, il convient donc de renouveler les conditions techniques, juridiques et financières de cette fourniture d'eau potable par le syndicat Drôme Gervanne à la Lyonnaise des Eaux SAS – SDEI Rhône Provence pour le compte des usagers de Crest au travers d'une convention tripartite.

Pour garantir une qualité de l'eau pérenne, l'engagement de consommation minimum porte sur un volume d'eau de 480 m<sup>3</sup>/semaine.

Le Conseil municipal,

Vu le projet de convention tripartite avec le syndicat des eaux Drôme-Gervanne et la Lyonnaise des Eaux SAS – SDEI Rhône Provence pour la fourniture en eau potable de la commune de Crest,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement Durable, Agriculture » du 7 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention tripartite avec le syndicat des eaux Drôme-Gervanne et la SDEI pour la fourniture en eau potable de la commune de Crest,

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest





# CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LE SYNDICAT DES EAUX DRÔME-GERVANNE, LA VILLE DE CREST ET LA LYONNAISE DES EAUX POUR LA FOURNITURE D'EAU POTABLE A LA VILLE DE CREST

## PREAMBULE :

Le SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE, créé par arrêté préfectoral n°3762 du 11 juin 1990, a pour objet « *la production d'eau pour le renforcement des réseaux d'alimentation en eau potable des collectivités membres.* » La VILLE DE CREST est membre du Syndicat. L'Arrêté Préfectoral n°3089 du 23 septembre 1991 a déclaré d'utilité publique la dérivation d'un débit de **100 litres/seconde** à la résurgence de la Bourne dont **80 litres/seconde sont réservés à la ville de Crest**, cette dernière s'engageant à « *ne pas utiliser le prélèvement de 80l/s en période d'irrigation intensive, sauf cas de force majeure (pollution ou grave incident sur les puits d'Allex...)* ». Les charges de fonctionnement sont réparties entre les collectivités membres et déterminent le prix de l'eau en fonction des volumes livrés.

La VILLE DE CREST a délégué sa compétence en production et distribution d'eau potable à la Lyonnaise des Eaux SAS par contrat d'affermage enregistré en préfecture de Valence le 16 juin 2015 avec pour date de prise d'effet le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

La VILLE DE CREST, souhaitant poursuivre le développement et la diversification de ses ressources en eau potable, a décidé d'utiliser l'eau du SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE. De ce fait, la Lyonnaise des Eaux SAS, à qui la Ville de Crest a délégué sa compétence en production et distribution de l'eau, acquittera les factures émises par le syndicat correspondant aux volumes consommés par la Ville.

**ENTRE :**

Le **SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE** représenté par sa Présidente, Madame Maryline MANEN, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil Syndical en date du.....

**ET :**

La **COMMUNE DE CREST** représentée par son Maire, Monsieur Hervé MARITON, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du.....

**ET :**

La **Lyonnaise des Eaux SAS- Entreprise Régionale Provence** , ayant son siège social à la Tour CB 21 – 16, place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE, représentée par Monsieur Rodolphe LELIÈVRE, Directeur des Opérations Eau France Région Provence - **SDEI Rhône Provence** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués

**IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :**

Vu l'arrêté préfectoral n°3762 du 11 juin 1990 autorisant la création du SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE,

Vu la délibération de la commune de Crest du 18 mai 2015 autorisant le Maire à signer le contrat de délégation de service public avec La Lyonnaise des Eaux SAS pour la production et distribution d'eau potable,

Vu le contrat de délégation de service public de type affermage entre la commune de CREST et la Lyonnaise des Eaux SAS, exécutoire le 16 juin 2015,

Vu l'article 7.1 du contrat de délégation de service public concernant l'achat d'eau en gros,

Considérant la nécessité du maintien du service public de l'eau potable.

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet :

La fourniture d'eau potable par le SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE pour le renforcement du réseau de distribution de la ville de CREST affermé à la Lyonnaise des Eaux SAS.

La contribution financière de la Lyonnaise des Eaux SAS au SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE pour cette fourniture.

## **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU SYNDICAT DES EAUX DRÔME-GERVANNE**

L'engagement du SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE auprès de la ville de CREST reste inchangé et conforme à ses statuts, à savoir : Produire et livrer une eau potable afin de renforcer et diversifier ses ressources.

En cas de force majeure, le SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE préviendra sans délais et par tous les moyens rapides disponibles (téléphone, fax et mail) et confirmera par courrier, la Ville de CREST et la Lyonnaise des Eaux SAS de l'interruption du service dont il s'efforcera d'écourter la durée.

## **ARTICLE 3 : POINT DE LIVRAISON**

Le point de livraison se situe au niveau de la bride aval de la vanne du pont Mistral. Ce point de livraison est muni des équipements suivants : Vidange et stabilisateur. La maintenance des équipements du point de livraison ainsi que leur remplacement éventuel seront assurés sous la responsabilité et aux frais du SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE, les agents du syndicat étant, seuls, autorisés à manœuvrer les installations du point de livraison.

Entre le compteur et le point de livraison, le SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE assure l'entretien et l'exploitation de la canalisation principale.

Entre le compteur et le point de livraison, la ville assure la vérification et l'entretien des 2 poteaux incendie ainsi que leur renouvellement après accord et autorisation du SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE.

En aval du point de livraison, la Commune de CREST et la Lyonnaise des Eaux SAS prennent l'entière responsabilité du maintien des critères de potabilité. Elles se chargent de la surveillance de la qualité de l'eau distribuée et des éventuels traitements préventifs nécessaires au maintien de la potabilité.

A l'avenir le point de livraison pourrait être ramené au niveau du compteur. Cette décision entraînerait la rétrocession des équipements ainsi que le transfert de leur

maintenance à la ville de Crest. Cette décision interviendrait sous réserve de délibération concordante des assemblées délibérantes des deux collectivités.

#### **ARTICLE 4 : QUALITE DE L'EAU**

Le SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE s'engage à respecter la réglementation en vigueur relative à la qualité de l'eau, étant entendu que la qualité requise s'impose au point de livraison, la Lyonnaise des Eaux SAS restant responsable de la distribution en aval.

Pour garantir une qualité de l'eau pérenne, la Lyonnaise des Eaux SAS s'engage à consommer un volume d'eau minimum de 480 m<sup>3</sup>/semaine.

Toutefois, la Lyonnaise des Eaux SAS ou le SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE ne pourront être tenus responsables de toute pollution qui surviendrait accidentellement. Le SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE préviendra la Ville de CREST et la Lyonnaise des Eaux SAS de toute pollution entraînant la non-potabilité de l'eau conformément aux modalités prévues à l'article 2.

A noter que la turbidité occasionnelle de l'eau, (due aux orages), et l'insuffisance des capacités de stockage de l'eau traitée, peuvent entraîner une rupture de la fourniture d'eau pendant une durée de 24 heures minimum.

#### **ARTICLE 5 : QUANTITE D'EAU ET PRESSION**

Le SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE s'engage à mettre à disposition de la Lyonnaise des Eaux SAS l'eau potable nécessaire à son service de distribution d'eau, sous réserve toutefois, de ses capacités de production.

Cette fourniture d'eau devra respecter au point de livraison une pression dynamique variant entre 3 bars minimum et 3.5 bars maximum.

#### **ARTICLE 6 : COMPTAGE DE L'EAU**

Le relevé d'index du compteur de livraison pourra être réalisé de façon contradictoire une fois par an, à la demande des représentants des deux structures.

En cas de panne ou d'irrégularité dans le fonctionnement du compteur, la fourniture sera évaluée comme étant la consommation moyenne des trois années antérieures pour la période correspondante.

#### **ARTICLE 7 : VERIFICATION DU COMPTEUR**

La commune de Crest et la Lyonnaise des Eaux SAS peuvent accéder à tout moment au compteur. Elles peuvent demander la vérification de son bon fonctionnement, en particulier

son étalonnage. Si le compteur fonctionne dans les conditions prévues par le constructeur, les frais entraînés par la vérification seront à la charge de la partie qui en a fait la demande. Dans le cas contraire, ils seront à la charge du SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE, responsable de l'entretien du système de comptage.

Le compteur, propriété du SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE, sera entretenu et renouvelé par lui.

#### **ARTICLE 8 : FACTURATION DE L'EAU**

Le prix de l'eau est calculé chaque année selon les charges d'exploitation établies et votées par le conseil syndical lors du budget primitif. La VILLE DE CREST, en sa qualité de membre du SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE, participe au vote du budget.

A chaque délibération fixant un nouveau prix, il en sera fait ampliation à la commune et à la Lyonnaise des Eaux SAS.

Par délibération du conseil syndical du 9 février 2015, le prix de vente du m<sup>3</sup> a été fixé à 0,26 € HT.

#### ***Montant et fréquence des titres :***

La facture d'eau annuelle est calculée en fonction des volumes relevés au compteur de livraison de la commune de Crest à la fin du mois de décembre de l'année N-1, (hypothèse de consommation de l'année N), et de la différence constatée entre consommation hypothétique et consommation réelle de l'année N-1.

La T.V.A. est rajoutée en sus.

Le SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE émet un titre annuel au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année concernée.

#### **ARTICLE 9 : TAXES**

La facture d'eau du SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE ne prend en compte aucune taxe à l'exception de la TVA. La Redevance prélèvement est incluse dans les charges du Syndicat et participe donc au calcul du prix de l'eau.

#### **ARTICLE 10 : RESPONSABILITE**

En cas de sinistre, (incendie ou autre), nécessitant une fourniture d'eau importante, le SYNDICAT MIXTE DES EAUX DRÔME-GERVANNE fournira l'eau dont il dispose dans la limite des possibilités de ses installations.

#### **ARTICLE 11 : GESTION DES LITIGES**

Les litiges et contestations qui pourraient s'élever concernant l'application des clauses de la présente convention seront du ressort du Tribunal Administratif de GRENOBLE.

Toutefois, avant d'engager une procédure contentieuse, les parties s'engagent à les soumettre à arbitrage.

#### **ARTICLE 12 : DUREE**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Elle prendra fin à échéance du contrat d'affermage qui lie la commune de CREST à la Lyonnaise des Eaux SAS, soit le 30 juin 2027.

Elle pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties après un préavis de 6 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 13 : CONDITIONS D'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention doit être annexée au contrat existant ou à venir de délégation de service public.

A MIRABEL ET BLACONS, le...

La Présidente

Maryline MANEN

A CARPENTRAS, le...

Le Directeur des Opérations

Rodolphe LELIÈVRE

A CREST, le...

Le Maire

Hervé MARITON







**SERVITUDE DE PASSAGE POUR LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ**

**RUE DU MARECHAL LECLERC**

Le rapporteur informe l'assemblée qu'un habitant de la rue Maréchal Leclerc souhaite se raccorder au réseau de gaz. Ce raccordement nécessite une extension de la conduite existante.

Aussi, afin de permettre le raccordement de cet immeuble au réseau de gaz, la commune doit consentir une servitude de passage pour cette canalisation de gaz et ce, sur la parcelle cadastrée section AI n°1166.

Le Conseil municipal,

Vu le projet de convention de servitudes applicables aux ouvrages de distribution publique de gaz,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement Durable, Agriculture » du 7 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet de convention de servitudes applicables aux ouvrages de distribution publique de gaz,

AUTORISE le maire ou un adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest





Rhône Alpes et Bourgogne  
Délégation Travaux  
Pôle Appui

7 Boulevard Pacatianus  
38200 VIENNE

## DOSSIER A CONSERVER PAR LE PROPRIETAIRE

LE POUZIN, le 26 octobre 2015

Vos références : JG 15746  
Nos références : R34-1501392  
Interlocuteur : Thierry GOUREAU  
Tél : (4) 75.79.62.74(4) 75.79.62.74  
E-mail : Thierry.GOUREAU@erdf-grdf.fr

### CONVENTION DE SERVITUDES

applicable aux

### OUVRAGES de DISTRIBUTION PUBLIQUE de GAZ

#### ENTRE :

**GrDF**, Gaz Réseau Distribution France, filiale du groupe GDF SUEZ, Société Anonyme ayant son siège 6, rue Condorcet 75009 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, faisant élection de domicile à GrDF 7 Boulevard Pacatianus à Vienne et représentée par Monsieur Jean-Pierre BERINGUIER, Directeur Unité Réseau Gaz Sillon Rhodanien, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé **GrDF**,

#### ET

Monsieur, Madame Mairie de CREST Représentée par M Le Maire Hervé MARITON ,  
demeurant 0-26400CREST

Ci-après dénommé **le Propriétaire**.

### ARTICLE PREMIER

**Le Propriétaire** après avoir pris connaissance du tracé de la canalisation EXTENSION RESEAU GAZ :EXT GAZ Extension Rés. GAZ & BI VILLA FRIC Rue Mal LECLERC à CREST notifié par **GRDF**, consent à ce dernier une servitude de passage sur les parcelles désignées ci-après qu'il déclare lui appartenir :

PARCELLE située sur la commune de **CREST**

N° d'ordre	Cadaastre		CL	Contenance	Lieudit ou Rue et N°	Nature	Longueur empruntée
	Section	N°					
1	AI	1166		369m <sup>2</sup>	Le MAS		10m

Un plan parcellaire mentionnant la bande de servitude sera annexé à la présente. Le propriétaire donne à GRDF, les droits de l'autorité concédante étant expressément réservés, et à toute personne mandatée par lui les droits suivants :

**Etablir à demeure dans une bande de 2 mètres une canalisation et ses accessoires techniques dont tout élément sera situé au moins à 0.70 mètres de la surface naturelle du sol.**

- établir éventuellement une ou plusieurs conduites de renforcement dans ladite bande;
- pénétrer sur lesdites parcelles, en ce qui concerne ses agents ou les préposés des entreprises agissant pour son compte, et y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction l'exploitation, la surveillance, la maintenance, l'entretien, la modification, la mise en conformité, le renforcement, le renouvellement, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la ou des canalisations et des ouvrages accessoires,
- occuper temporairement pour l'exécution des travaux de pose des ouvrages une largeur supplémentaire de terrain occupation donnant droit au Propriétaire ou à l'Exploitant à la remise en état dans les conditions prévues à l'article 3, alinéa a, ci-dessous,

### ARTICLE 2

**Le Propriétaire conserve la pleine propriété du terrain grevé de servitudes dans les conditions qui précèdent mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit, l'enlèvement ou le déplacement du ou des ouvrages désignés à l'article 1.**

**Il s'engage cependant :**

- a. à ne procéder, sauf accord préalable de GrDF, dans la bande de 2 mètres visée à l'article 1, alinéa a, à aucune modification de profil de terrain, plantation d'arbres ou d'arbustes, ni à aucune façon culturale descendant à plus de 0,40 mètres de profondeur.
- b. à s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la construction l'exploitation, la surveillance, la maintenance, l'entretien, la modification, la mise en conformité, le **renforcement**, le renouvellement, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie des ouvrages prévus ci-dessus.
- c. en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de l'une ou de plusieurs des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention, en obligeant expressément ledit ayant droit à la respecter en ses lieu et place. A cet effet, le propriétaire s'engage à mentionner dans l'acte formalisant la mutation les servitudes dont elles sont grevées les parcelles par la présente, afin que ces servitudes soient supportées par l'ayant droit.
- d. en cas de changement d'exploitant de l'une ou de plusieurs des parcelles susvisées, de mise en location ou de changement de locataire, à lui dénoncer les servitudes spécifiées ci-dessus en l'obligeant à les respecter.

**ARTICLE 3**

**GRDF s'engage :**

- a. à remettre en état les terrains à la suite des travaux de construction, d'exploitation, de surveillance, de maintenance, d'entretien, de modification, de mise en conformité, de renforcement des ouvrages concernés, étant formellement indiqué qu'une fois ces travaux terminés, le Propriétaire aura la libre disposition du terrain sur lequel la culture pourra être normalement effectuée, sous réserve de ce qui est stipulé ci-dessus (art. 2, alinéa a),
- b. à prendre toutes les précautions nécessaires pour limiter les troubles de jouissance des parcelles traversées,

**Il est précisé :**

**qu'un état contradictoire** des lieux sera établi par les parties avant toute pénétration sur la ou lesdites parcelles et après toute exécution de travaux

**ARTICLE 4**

Le **Propriétaire** accepte les droits consentis à GrDF par la présente convention, et en donne quittance sans réserve à titre gracieux.

**ARTICLE 5**

Le **Propriétaire** s'engage à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur la (les) parcelle(s) traversée(s) par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire. Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif à ces terrains l'existence de la convention.

**ARTICLE 6**

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de la parcelle.

**ARTICLE 7**

L'ouvrage visé dans la présente convention fait partie intégrante de la concession de distribution publique de gaz de la commune de CREST.

**ARTICLE 8**

La présente convention prend effet à compter de ce jour et est conclue pour la durée de l'exploitation de l'ouvrage, éventuellement renouvelé, ou de tout autre qui viendrait à lui être substitué.

Fait en 3 exemplaires, à CREST, le .....

Le Propriétaire

Pour GRDF

Lu et Approuvé

Lu et Approuvé

Annexe : plan parcellaire mentionnant la bande de servitude

NB : Parapher les pages et signer la dernière page

**AMENAGEMENT ESTHETIQUE DES RESEAUX TELEPHONIQUES  
RUE DRISS CHRAÏBI  
APPROBATION DU PROJET ET PARTICIPATION DE LA COMMUNE**

Le rapporteur expose qu'à sa demande, le Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme a étudié un projet de développement du réseau de distribution publique d'électricité sur la commune, aux caractéristiques techniques et financières suivantes:

Opération : <b>Electrification</b> - Effacement et fiabilisation des réseaux quartier Mazorel. Dissimulation des réseaux téléphoniques		
<b>Dépense prévisionnelle HT de Génie Civil</b>		<b>35 175.00 €</b>
<i>dont frais de gestion : 1 675.00 € HT</i>		
<b>Plan de financement prévisionnel :</b>		
Financements mobilisés par le SDED		7 035.00 €
Participation communale basée sur le HT	<b>80.00 %</b>	<b>28 140.00 €</b>
<b>Total hors taxe des travaux de câblage à la charge des collectivités locales : 4 390.39 €</b>		
<b>Plan de financement prévisionnel :</b>		<b>2 151.29 €</b>
<i>Montant non soumis à la TVA à la charge des collectivités locales (49% x 4 390.39 = 2 151.29 €)</i>		
Financements mobilisés par le SDED		430.26 €
Participation communale	<b>80.00 %</b>	<b>1 721.03 €</b>
<b>Montant total de la participation communale :</b>		<b>29 861.03 €</b>

Le Conseil municipal,

Vu l'avis de la commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture" du 7 décembre 2015.

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet établi par le Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme, maître d'ouvrage de l'opération, conformément à ses statuts, et à la convention de concession entre le SDED et EDF.

APPROUVE le plan de financement ci-dessus détaillé. La part syndicale finale sera ajustée en fonction du décompte définitif des travaux. Dans le cas où celui-ci excéderait la dépense prévisionnelle indiquée ci-dessus, la commune s'engage à verser le complément de participation nécessaire pour respecter les pourcentages de financement indiqué ci-dessus.

DECIDE de financer comme suit la part communale par inscription au budget primitif 2016 de la commune.

S'ENGAGE à ce que la commune verse sa participation dès réception du titre de recette transmis par le Receveur d'Energie SDED.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision et à la bonne gestion technique, administrative et comptable de ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest





**AMENAGEMENT ESTHETIQUE DES RESEAUX ELECTRIQUES  
DE LA RUE DRISS CHRAÏBI  
APPROBATION DU PROJET ET PARTICIPATION DE LA COMMUNE**

Le rapporteur expose qu'à sa demande, le Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme a étudié un projet de développement du réseau de distribution publique d'électricité sur la commune, aux caractéristiques techniques et financières suivantes :

**Opération : Electrification**

Effacement et fiabilisation des réseaux quartier Mazorel

**Dépense prévisionnelle HT** **209 307.75 €**

dont frais de gestion : 9 967.04 €

**Plan de financement prévisionnel :**

Financements mobilisés par le SDED 97 500.00 €

**Participation communale** **111 807.75 €**

Le Conseil municipal,

Vu l'avis de la commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture" du 7 décembre 2015.

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet établi par le Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme, maître d'ouvrage de l'opération, conformément à ses statuts, et à la convention de concession entre le SDED et EDF.

APPROUVE le plan de financement ci-dessus détaillé.

En cas de participation communale finale, celle-ci sera ajustée en fonction du décompte définitif des travaux et du taux effectif de l'actualisation. Dans le cas où celui-ci excéderait la dépense prévisionnelle indiquée ci-dessus, la commune s'engage à verser le complément de participation nécessaire pour respecter les pourcentages de financement indiqués ci-dessus.

DECIDE de financer comme suit la part communale par inscription au budget primitif 2016 de la commune.

S'ENGAGE à ce que la commune verse sa participation dès réception du titre de recette transmis au Receveur d'Energie SDED.

AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision et à la bonne gestion technique, administrative et comptable de ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



**CONVENTION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE CONFIEE A ÉNERGIE SDED  
POUR LA POSE DE FOURREAUX ET CABLETTE D'ECLAIRAGE PUBLIC  
DE LA RUE DRISS CHRAÏBI**

Le rapporteur expose à l'assemblée que dans le cadre de l'aménagement de la rue Driss Chraïbi, une partie du réseau d'éclairage public (sous maîtrise d'ouvrage ville) pourrait être réalisé en 2016 au moment de l'opération d'effacement des réseaux électrique et téléphonique (sous maîtrise d'ouvrage Énergie SDED). Il s'agit plus précisément de travaux sous terrain de pose des fourreaux et du câble de mise à la terre.

Dans la perspective de simplifier la gestion administrative et technique, la coordination et la conduite de travaux, la ville a souhaité confier la maîtrise d'ouvrage à Énergie SDED.

A cet effet, la ville et Énergie SDED peuvent recourir à la maîtrise d'ouvrage confiée offerte par l'article 2 II de la loi n° 85 - 704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée qui autorise, lorsque la réalisation d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage publics, à ce qu'ils désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'ensemble dans le cadre d'une convention.

Ainsi, la ville de CREST confiera temporairement sa maîtrise d'ouvrage des travaux cité ci dessus à Énergie SDED. La commune prendra à sa charge la totalité des frais engagés pour cette partie de travaux soit 5 945.12 € HT .

Il est en outre précisé que Énergie SDED ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de sa mission de maîtrise d'ouvrage.

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n°85 - 704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu le projet de convention de maîtrise d'ouvrage confiée,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement Durable, Agriculture » du 7 décembre 2015,

Après en avoir délibéré,

ACCEPTE le principe de la convention de maîtrise d'ouvrage confiée à Energie SDED pour la construction d'une partie du réseau d'éclairage public de la rue Driss Chraïbi.

APPROUVE les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage confiée.

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2315 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest





# Convention

Maîtrise d'ouvrage confiée de la ville  
de CREST à Énergie SDED pour  
l'enfouissement des réseaux  
d'éclairage public

Entre :

La Ville de Crest, représentée par son Maire, Hervé MARITON ou son représentant, dûment autorisée par délibération du Conseil municipal en date du 11 décembre 2015 qui confie la maîtrise d'ouvrage ;

Ci-après dénommée la Ville

D'une part,

Et

Le Syndicat Départemental d'Énergies de la Drôme, Energie SDED, représenté par son Président, Jean BESSON, dûment autorisé par délibération du Bureau Syndical en date du ....., à qui est confié la maîtrise d'ouvrage

Ci-après dénommé Énergie SDED

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

---

## PRÉAMBULE

---

Les opérations de dissimulation des réseaux de distribution publique d'électricité, d'effacement des réseaux d'éclairage public et d'enfouissement coordonné des Réseaux de télécommunications concernent deux maîtres d'ouvrages :

- le Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme (Énergie SDED) pour les travaux sur le réseau de distribution d'électricité et d'enfouissement des réseaux de télécommunications ;
- la Ville pour les travaux d'enfouissement des infrastructures d'éclairage public.

L'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 a ajouté à l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise privée, dite loi MOP, la disposition suivante :

« Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent **simultanément** de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération ».

Compte tenu de ses compétences statutaires, Énergie SDED peut assurer la maîtrise d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

## **Article 1 : Objet de la convention**

En application de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 et afin de faciliter la coordination du chantier, la ville désigne Énergie SDED par la présente convention comme maître d'ouvrage unique des opérations de dissimulation des réseaux d'éclairage public :

- Rue Driss Chraïbi

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de ces opérations réalisées sous maîtrise d'ouvrage unique.

## **Article 2 : Champ d'application de la convention**

La Ville confie à Énergie SDED la maîtrise d'ouvrage en ce qui concerne la création des infrastructures nécessaires pour l'enfouissement esthétique du réseau d'éclairage public (câbles sur supports communs au réseau public d'électricité).

## **Article 3 : Répartition des compétences**

### **Phase projet**

Compétences confiées au maître de l'ouvrage commun :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ;
- Réalisation des études d'avant-projet ;
- Transmission à la Ville d'un avant-projet définitif chiffré ;
- Validation par Énergie SDED du dossier d'exécution des travaux comprenant toutes les démarches et autorisations administratives nécessaires à l'exécution du projet ;
- Représentation du maître d'ouvrage vis-à-vis des tiers.

Attribution de la Ville :

- Approbation des études préliminaires et de l'avant-projet ;
- Réalisation et transmission de l'étude technique concernant l'éclairage public.

### **Passation des marchés publics**

Toute la procédure des marchés publics est confiée à Énergie SDED.

### **Phase travaux**

Mission du maître de l'ouvrage commun :

- Organisation des réunions de chantier, de la coordination sécurité et protection de la santé ;
- Contrôle de l'activité des prestataires.

Attributions de la Ville :

- Participation aux réunions de chantier ;
- Validation des études d'exécution.

## **Réception des travaux et remise des ouvrages**

Mission du maître de l'ouvrage commun :

- Établissement d'un procès-verbal de réception des travaux ;
- Établissement d'un procès-verbal de remise des ouvrages, d'un plan de récolement. En cas de réserves, il appartiendra à Énergie SDED d'établir la mainlevée des réserves et de la signer.

Attribution de la Ville :

- Gestion des différentes garanties à compter de la réception des ouvrages.

#### **Article 4 : Gestion des ouvrages**

La propriété et la gestion des ouvrages concernant l'éclairage public seront transférées à la Ville.

#### **Article 5 : Modalités financières**

La prestation de service sera réalisée sans contrepartie financière pour la prestation intellectuelle de maîtrise d'ouvrage. Seuls les frais de gestion correspondants seront appliqués par Énergie SDED.

La Ville prend en charge l'ensemble des coûts de l'opération conformément aux dispositions de la présente convention.

Règlement et paiements : Énergie SDED règle les acomptes et le décompte définitif aux entreprises.

Participation de la ville : le montant de la participation de la ville aux travaux d'éclairage public est estimé à **5 945.12 € HT** selon le plan de financement prévisionnel, étant précisé que le montant définitif sera déterminé avec exactitude à la réception du décompte définitif TTC de l'entreprise.

Un titre de recette est établi par Énergie SDED représentant le montant TTC de la participation de la Ville.

#### **Article 6 - Durée de la convention**

Cette convention prend effet le jour de la signature par les co-signataires et prend fin à la date d'achèvement de toutes les obligations par chacun des deux.

#### **Article 7 - Règlement des litiges**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Grenoble. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

#### **Article 8 - Élection de domicile**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en l'Hôtel de Ville de Crest.

Fait à Crest le ..... Fait à Alixan, le .....

**Hervé MARITON**  
Maire de Crest

**Jean BESSON**  
Président d'Énergie SDED  
Sénateur Honoraire



<b>DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE</b>
--

Le rapporteur expose à l'assemblée que l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au Conseil municipal la possibilité de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, un certain nombre des attributions de cette assemblée.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République est venue ajouter deux alinéas à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il convient au Conseil municipal de préciser les conditions dans lesquelles elles s'exerceront.

Le Conseil municipal,

Vu les articles L. 2122-18, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration municipale, à donner à Monsieur le Maire l'ensemble des délégations d'attributions prévues par l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré,

RETIRE la délibération du 28 septembre 2015,

DECIDE que M. le Maire est chargé, par délégation du Conseil municipal, et pour la durée de son mandat, de prendre les décisions prévues aux alinéas de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De fixer, dans la limite d'une variation n'excédant pas 10 % par an et par rapport aux tarifs en vigueur, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3° De procéder, dans les limites des crédits inscrits au budget de l'année en cours, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision, dans le cadre des marchés à procédures adaptées dont les montants sont définis par les textes réglementaires, concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;



5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code et ce dans la limite de l'avis des domaines ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, en cours ou à venir, devant les juridictions suivantes :

- les trois juridictions de l'ordre administratif,
- les juridictions civiles et pénales,
- le tribunal des conflits,
- les instances de conciliation ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux lorsque le montant du dommage en cause n'excède pas la valeur vénale des véhicules ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de



l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé de 1 000 000 €.

21° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du code de l'urbanisme ;

22° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

23° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

24° De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, l'attribution de subventions pour des opérations d'un montant prévisionnel inférieur ou égal à 300 000 euros Hors Taxe.

PRECISE que les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

PRECISE que les décisions prises en application de la délibération portant délégation peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du Maire.

PRECISE que le Maire pourra, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie des fonctions qui lui ont été déléguées à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation à des membres du Conseil municipal.

AUTORISE M. le Maire à charger un ou plusieurs adjoints de prendre en son nom, en cas d'empêchement de sa part, tout ou partie des décisions pour lesquelles il lui est donné délégation par la présente délibération et ce sous sa surveillance et sa responsabilité.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<b>AVIS SUR LES DEROGATIONS EXCEPTIONNELLES A L'INTERDICTION DU TRAVAIL LE DIMANCHE ACCORDEES PAR LE MAIRE AU TITRE DE L'ANNEE 2016</b>
---

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le titre III de la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, relatif notamment au développement de l'emploi, introduit de nouvelles mesures visant à améliorer au profit des salariés et des commerçants les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche et en soirée.

L'article L.3132-26 du Code du travail, tel que modifié par la loi « Macron », confère au maire le pouvoir d'autoriser l'ouverture de commerces de détail, après avis du conseil municipal, dans la limite de 12 dimanches par an.

Il s'agit donc seulement pour le maire d'autoriser l'emploi de salariés pendant un à douze dimanches déterminés et non pas d'autoriser l'ouverture proprement dite d'établissements commerciaux le dimanche.

La dérogation municipale ne peut être accordée qu'à des établissements commerciaux où des marchandises sont vendues au détail au public.

La consultation des organisations professionnelles et des organisations syndicales concernées est maintenue.

La loi « Macron » a introduit l'obligation pour le maire d'arrêter la liste des dimanches avant le 31 décembre pour l'année suivante.

Pour les commerces de détail, il est proposé, pour l'année 2016 de fixer 5 dimanches, à savoir :

- le dimanche 13 mars 2016
- le dimanche 17 juillet 2016
- le dimanche 7 août 2016
- le dimanche 14 août 2016
- le dimanche 18 décembre 2016

Le Conseil municipal,

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 notamment son article 250,

Vu l'article L. 3132-26 du Code du travail,

Vu la liste de 5 dimanches fixée par le Maire,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la liste des 5 dimanches fixée par le Maire,

AUTORISE le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

